

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22 440 Ploufragan

Ploufragan, le 23/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCOPA VIANDES

ZI de Kergostiou
CS 70053 - 29393 QUIMPERLE cedex
29300 Quimperlé

Code AIOT : 0005500062

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2024 dans l'établissement SOCOPA VIANDES implanté ZONE INDUSTRIELLE 7 route de Sainte Croix 22200 Grâces. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite au signalement transmis par la communauté de commune Guingamp-Paimpol, le vendredi 21 juin 2024 concernant le déversement d'eaux souillées dans le Trieux (Viaduc Ligne SNCF) en provenance de l'établissement SOCOPA.

Cette inspection est également réalisée dans le cadre de la pollution du Trieux (Pont Sainte-Croix) observée le lundi 17 juin 2024. L'établissement SOCOPA n'était pas à l'origine de cette pollution, sa responsabilité a été écartée dès le 17 juin 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCOPA VIANDES
- ZONE INDUSTRIELLE 7 route de Sainte Croix 22200 Grâces
- Code AIOT : 0005500062
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOCOPA exploite un abattoir de gros bovins et un atelier de découpe de viandes. Au titre des ICPE, les activités du site sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 06/09/2001, modifié par l'arrêté préfectoral du 12/10/2016. L'activité d'abattage principale est classée au titre de la rubrique IED n°3641 (exploitation d'abattoir) sous le régime de l'autorisation. L'activité de découpe est classée par la rubrique n°2221 sous le régime de l'enregistrement.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Observations milieu aquatique	Code de l'environnement du 20/11/2023, article L.511-1	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 06/09/2001, article 2.5	Sans objet
4	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur le contrôle visuel :

- du local de stockage des déchets et du quai de chargement (zone à l'origine de l'incident du 21/06/2024) ;
- la vanne d'obturation mis en place sur le réseau des eaux pluviales ;
- la station de prétraitement des eaux usées ;
- le point de rejet des eaux pluviales au pont Sainte-Croix ;
- les bouches d'évacuations des eaux usées et des eaux pluviales longeant l'ancien entrepôt STEF et celles passant à l'entrée du site SOCOPA.

La fermeture de la vanne d'obturation des eaux pluviales n'a pas empêché l'écoulement de jus dans le Trieux le vendredi 21/06/2024.

L'exploitant fait réaliser, annuellement, un curage des canalisations d'eaux usées et fait intervenir régulièrement SARPOUEST pour des débouchages avec curage. Un contrôle caméra du réseau des eaux usées est programmé avant la fin de l'année 2024.

L'exploitant doit s'assurer de la propreté du caniveau des eaux usées situé devant le local des déchets afin de garantir en permanence le bon écoulement des eaux usées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Observations milieu aquatique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/11/2023, article L.511-1
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification rejets de polluants
Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, pu-

blique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Constats :

- Contexte :

Le vendredi 21/06/2024, des jus et sang d'une benne déchets se sont écoulés dans le réseau des eaux pluviales jusqu'au Trieux.

Le poids de la benne a provoqué au moment du chargement un « cabrage » du camion. La vanne de fermeture des jus située en bas de la benne a été cassée (présence des débris lors de l'inspection). Les jus dont le volume est estimé à 200 litres par l'exploitant, se sont écoulés dans le caniveau des eaux usées devant l'aire de chargement des déchets, puis par débordement ont rejoint le réseau des eaux pluviales.

Un écoulement rouge a été observé dans le Trieux par des kayakistes au point de rejet EP A1 sous le viaduc SNCF l'après-midi du 21/06/2024. Les kayakistes ont informé le service des eaux de la communauté de communes Guingamp-Paimpol vers 15h45.

- État des lieux :

Le Trieux est un petit fleuve côtier. Il prend sa source sur la commune de Kerpert et se jette dans la Manche.

L'écoulement au point de rejet EP A2 dans le Trieux (pont sainte-croix) et les eaux pluviales (bouche vanne de sectionnement) du site SOCOPA débouchant sous le viaduc sncf Rejet EP A1, étaient clairs lors de l'inspection du 24/06/2024.

Pas de trace de pollution observée dans le Trieux lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2001, article 2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Incident grave – Accident

Prescription contrôlée :

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est à dire aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée) doit être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations classées à qui l'exploitant remet, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter son renouvellement.

Constats :

L'incident a été signalé à l'inspection des Installations Classées par le service EAU de la communauté de communes Guingamp-Paimpol, le vendredi 21/06/2024 à 16h30. L'incident aurait eu lieu le vendredi 21/06/2024 à 15h30.

L'exploitant a transmis :

- lors de l'inspection, la fiche intervention de l'entreprise de pompage (pas de volume indiqué). Le volume pompé dans le réseau est estimé à 200 litres ;
- la facture de la société SARP pour son intervention du 21/06/2024 comprenant le pompage des eaux vanne isolement et le débouchage de la canalisation des eaux usées ;
- le rapport d'incident (le 08/07/2024).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de collectes des effluents
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour prévenir les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols. [...]
Constats : <ul style="list-style-type: none">• <u>Zone de prétraitement des eaux usées</u> La zone de prétraitement des effluents industrielles est équipée de regard d'évacuation. Ces eaux , conformément au plan annexé au dossier « Étude des réseaux d'eaux pluviales » de janvier 2003, sont collectées dans le réseau des eaux usées.• <u>Zone de stockage des déchets</u> Lors de l'incident survenu le vendredi 21/06/2024, les jus présents dans la benne os se sont écoulés dans le caniveau des eaux usées situé devant la zone de chargement puis par débordement (réseau EU bouché) dans le caniveau des eaux pluviales. Les bennes déchets sont stockées dans des locaux fermés équipés de regard d'évacuation des jus et des eaux de lavage dans le réseau des eaux usées. <p>Lors de l'inspection de la zone de stockage des bennes déchets, il a été constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none">◦ d'un écoulement de sang et de jus, provenant de la benne os en cours de remplissage, dans le caniveau d'eaux usées situé devant l'aire de chargement des bennes ;◦ un encrassement du caniveau des eaux usées. <p>L'exploitant a précisé qu'en cas de bouchage du réseau, le service technique du site appelle l'entreprise SARPOUEST et en parallèle tente le débouchage du secteur concerné (haute pression et furet) et ferme la vanne d'obturation sur le réseau EP du site. Une inspection Caméra a été effectuée en juillet sur le réseau EP, une inspection du réseau EU sera réalisée dans les prochaines semaines.</p> <p>Un curage annuel est réalisé par SARPOUEST (dernier passage le 10/07/2024). Lors des débouchages du réseau, un curage systématique de la zone concernée est effectué par SARPOUEST.</p> <p>Les bouchages des canalisations des eaux usées sont réguliers. L'exploitant a déjà réalisé un rappel sur les bonnes pratiques à l'entreprise extérieure de nettoyage. Rappel pour le maintien des papiers lors des opérations de nettoyage.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra : <ul style="list-style-type: none">• les mesures mises en place pour s'assurer en permanence, de la propreté du caniveau devant le local déchets et ainsi permettre le bon écoulement des eaux et l'absence de débordement ;• les conclusions du contrôle caméra des réseaux eaux pluviales et eaux usées ;• le bilan des actions menées avec l'entreprise extérieure en charge des opérations de nettoyage de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. . [...]
Constats : Le site a mis en place une vanne d'obturation sur le réseau des Eaux pluviales afin de confiner les éventuelles pollutions dans le réseau. Celle-ci a été actionnée lors de l'écoulement des jus de la benne os dans le réseau des eaux pluviales suite au débordement du réseau eaux usées. On note cependant que la fermeture de la vanne n'a pas permis l'absence d'écoulement dans le milieu car celui-ci a été observé par des kayakistes dans la matinée le 21/06/2024. La durée du déversement dans le Trieux et le temps nécessaire à la fermeture de la vanne après survenue de l'incident ne sont pas connus. L'exploitant a présenté le jour de l'inspection le bon d'intervention de l'entreprise ayant réalisé le pompage des eaux souillées confinées suite à la fermeture de la vanne. Le volume est estimé à 200 litres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller au maintien de la propreté du caniveau (EU) situé devant le local des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite